

Le combat paye, poursuivons la mobilisation contre le « choc des savoirs »

Suite à l'appel à la grève du 14 mai de l'intersyndicale FNEC FP-FO, CGT Educ'action, SUD Education, le SNFOLC appelle les collègues à se réunir en mai et juin en HIS et en AG et à mettre à l'ordre du jour la discussion sur les moyens pour faire reculer le gouvernement, y compris la grève jusqu'à satisfaction

Incapable de convaincre du bien-fondé de sa réforme, incapable d'envisager autre chose que le passage en force, le ministère cherche coûte que coûte à mettre en œuvre le « choc des savoirs ». Dans plusieurs académies, les professeurs de Français et de Mathématiques sont convoqués à des formations pour mettre en place les groupes de besoin. Qu'à cela ne tienne, ils se saisissent de tous les moyens à leur disposition pour bloquer la réforme.

Au collège de Rugles, dans l'Eure, les professeurs de Français et de Mathématiques apprenant le 7 mai, alors qu'ils organisaient avec succès une opération « collège mort » (seulement 6 élèves présents sur 242), qu'ils étaient convoqués à un webinaire de formation le 14 mai, ont décidé d'écrire leur refus de mettre en place la réforme à leur chef d'établissement en déclarant : « *Les personnels pédagogiques et éducatifs ont manifesté à plusieurs reprises leur désaccord avec la réforme du « choc des savoirs » et la mise en place des groupes de besoin qui menace la sociabilisation des élèves. (...) Nous refusons de nous impliquer dans toute forme d'action contribuant à la mise en œuvre de cette réforme : convocation, formation, réunion, (...), constitution des groupes (...). Nous souhaitons donc vous informer que 22 enseignants sur 23 de l'établissement soutiennent cette décision. Nous demandons donc le retrait de la réforme du « choc des savoirs »* ». Il s'agit d'obtenir du gouvernement l'abrogation de la réforme du « Choc des Savoirs », plus généralement d'obtenir davantage de moyen pour l'Ecole publique afin d'améliorer nos salaires, nos conditions de travail et aussi pour garder notre statut de fonctionnaire !

Tout le monde a vu, le 1er mai, **le ministère de l'Education nationale faire volte-face, en à peine 24 heures, en revenant sur sa décision de reprendre les budgets correspondants aux heures supplémentaires effectives (HSE)** et aux indemnités pour missions particulières (IMP) non consommées dans les établissements, dans le cadre des 700 millions d'euros de coupes budgétaires pour 2024. Ce recul précipité est à mettre au compte de la mobilisation des personnels. Il a révélé de façon flagrante la peur panique du gouvernement, d'une explosion de la colère, d'une généralisation des mobilisations, des grèves contre son plan de restructuration / liquidation de l'École publique.

Maintenant **le gouvernement recule aussi sur la fusion AESH/AED**, cela fait suite aussi aux milliers de collègues réunis lors de réunions syndicales avec la FNEC FP-FO dans lesquelles le constat est le même partout : la politique d'inclusion systématique et forcée conduit à des situations catastrophiques ! Suite à la conférence nationale du 17 novembre 2023, plus de 5 000 personnels ont participé à la manifestation nationale à Paris le 25 janvier 2024. La mobilisation des personnels n'y est pas pour rien dans l'abandon de ce projet ! Les revendications des personnels AESH et AED demeurent : un statut de fonctionnaire, un vrai salaire ! Le gouvernement a encore d'autres projets après le « choc des savoirs » au sujet des IMP et des HSE à la rentrée, des concours, du statut des agrégés, du statut de la fonction publique, pour les PsyEN.... **Il est donc temps d'arrêter ce gouvernement.**

C'est pour cela que le SNFOLC appelle les personnels à se réunir en AG et HIS pour renseigner un cahier de revendications et les faire monter et discuter de tous les moyens pour arrêter le gouvernement :

- **Motions disant le refus de ce « choc des savoirs », refus de constituer les groupes de niveaux, de faire les formations ;**
- **Motions à présenter en CA**
- **Collège mort ou désert**
- **Manifestation le samedi 25 mai à Bordeaux avec les parents d'élèves**
- **Motions à l'adresse des organisations syndicales nationale pour organiser un combat dans toutes les académies en même temps ;**
- **Demander l'organisation de la grève jusqu'à satisfaction décidée en même temps dans toutes les académies.**

A Bordeaux le 16 mai 2024